

6 et 7 septembre 1984

1er Rapport
Les conditions de la rentrée
et la bataille de l'UNEF

présenté par :
Régis PIQUEMAL - Président

- - -

Chers Camarades,

La réunion de rentrée du Collectif National, marque chaque année un moment important dans la vie et la réflexion de l'UNEF. Je ne dirai pas que celui-ci est exceptionnel, cependant, il se situe à l'ouverture d'une année universitaire importante.

Tout le monde le sait, l'année 84/85 va être l'année de l'application de la loi des enseignements supérieurs. Une année décisive donc pour l'Université et les étudiants.

Mais vous le savez bien aussi, l'Université n'échappe jamais au contexte général du pays. A cette rentrée 84/85, le pays connaît une situation bien nouvelle, inédite dont les répercussions sur l'Université seront importantes.

C'est cette question que je voudrais tout d'abord développer et analyser, et je propose que le Collectif National prenne réellement le temps d'en débattre avec la volonté de dégager sur chaque problème les solutions que doit apporter le syndicat.

-o0o-

I - Le contexte et les conditions de rentrée

A - L'été 84 s'achève. La "rentrée sociale" débute à peine. Déjà l'ensemble des organisations syndicales de travailleurs se sont exprimées préparant leur rentrée. La presse se plait à parier sur une rentrée chaude, tiède ou morne.

Nous préférons quant à nous analyser calmement les choses. Alors où en sommes-nous ?

A bien des égards, la situation économique du pays s'aggrave et vient certainement de franchir une étape.

. Pourtant, il s'agit d'une situation qui n'est pas nouvelle. C'est banal de le dire, mais la crise frappe encore durement le pays ; les espoirs engendrés par les mesures économiques et les bons résultats de 81/82 sont estompés depuis longtemps. Le chômage a repris sa course, le pouvoir d'achat des familles a reculé de 3 % en 1983. Dans le même temps, les plus grands secteurs de l'économie, l'automobile et la sidérurgie notamment, connaissent une situation difficile, surtout de par la politique du patronat.

. Une situation qui s'aggrave : les résultats de l'été sont là pour le montrer. L'inflation s'accélère, le chômage connaît une nouvelle flambée. Les licenciements sont planifiés par milliers chez Citroën, Isover, dans la sidérurgie.

La plupart des indices économiques de l'INSEE ou de l'OCDE montrent et prévoient une aggravation des choses. Le chômage et le déficit extérieur seront le prix à payer d'une faible reprise de la consommation. Mais, tout montre aussi que 85 sera une année d'accentuation des inégalités sociales ; certains commencent à parler de misère !

. Si la droite et le patronat ont une responsabilité déterminante dans cette situation, force est de constater que les mesures prises par le gouvernement ne répondent pas aux questions posées.

C'est une politique fiscale qui touche de plein fouet les plus défavorisés (essence : + 32 centimes, téléphone : + 25 %, taux des caisses d'épargne : - 1 %).

Le pouvoir d'achat va encore perdre en 84 : moins 2 à 3 % de sa valeur.

Le chômage est accepté comme le prix à payer de la modernisation.

Enfin, tous les indices montrent que le budget 85 ne sera pas bon. Les transports, la santé, l'éducation, seront parmi les postes les plus touchés.

Il y a un an, l'UNEF disait qu'elle n'était pas opposée par principe à la rigueur pourvu qu'elle amène à la réalisation des objectifs fixés. Force est de constater qu'aujourd'hui, la rigueur touche de plus en plus les plus défavorisés. Ce n'était pas cela qui était prévu !

B - A l'Université, nous retrouvons une situation difficile mais différente.

Après deux ans de débats, la loi des enseignements supérieurs a été votée au Parlement. Dans quelques jours, elle va rentrer dans sa phase d'application concrète. Si on y réfléchit, il s'agit bien là d'un évènement ; d'un évènement et d'un succès.

En effet, avec l'UNEF, voilà des années que les étudiants se battaient contre l'Université "à reculons".

Au moment de la discussion du projet de loi, des forces aux moyens immenses, ont joué pour conserver le statu quo. Elles ont perdu. Le texte est passé en urgence à l'Assemblée Nationale.

Je voudrais ici bien spécifier la responsabilité de l'UNEF à l'époque. Après notre Congrès d'Orsay, nous avons créé une dynamique dans la plupart des facs qui a pu renverser en quelques jours la tendance à la grève, à la fermeture des facs. Notre bataille a été dure, mais efficace ; tout simplement parce que nous avons débattu avec les étudiants que nous sommes partis de leurs aspirations à "changer la fac", de leur volonté de mieux étudier, d'avoir un métier.

Nous n'aurions pas mené cette bataille, je pense qu'aujourd'hui, nous n'aurions rien de bien palpable sur quoi s'appuyer.

Alors, oui, dans ce sens, 84/85 sera une année décisive. C'est en partie nous qui l'avons voulu. C'est nous qui l'avons gagné en créant le bon rapport de forces.

Nous sentons ainsi mieux nos responsabilités, d'autant que le gouvernement aujourd'hui ne prend pas les mesures nécessaires :

- . Le budget de l'éducation "aurait pu être pire" dit le Ministre,
- . Passivité et manque de dynamisme plus qu'évident pour mettre en place la loi dans les Universités,
- . Retard pris pour la réforme des oeuvres,
- . Hausses renouvelées, mesures de justice sociale insuffisantes,
- . Enfin, mauvais décrets ou arrêtés sur les inscriptions, les I.U.T., les enseignants-chercheurs.

Tout cela compromet pour beaucoup les acquis de la loi, nos acquis.

Dans le même temps, une série de mesures positives ont été prises à cette rentrée. Elles concernent les restau-U, les bourses, le logement. J'y reviendrai dans le détail plus loin.

C - En rappelant tout cela, il ne s'agit pas de dresser un tableau assombri de la situation ; il s'agit encore moins de dresser un réquisitoire contre le gouvernement.

Pourtant, on le voit bien, une nouvelle étape de la politique du gouvernement a été franchie. Cette étape crée une situation nouvelle dans le pays, une situation qu'il nous faut avoir à l'esprit car elle pèse sur l'Université et sur les étudiants.

En cette rentrée 84, on ne peut pas, comme syndicalistes, se contenter du discours et des intentions du Ministère et du gouvernement. Ceux-là restent justes. Se contenter de ces intentions, ce serait bercer les étudiants de l'illusion que les choses peuvent avancer seules. Alors, bien mieux vaut, pour nous, juger sur pièces et mener partout les batailles qu'il faut pour avancer et gagner sur nos objectifs, nos revendications.

C'est bien là le moyen de dépasser les réactions de déception ou de lassitude.

On touche donc à une question bien fondamentale qui vaut le coup qu'on s'y attache :

- Où en sont les gens, les jeunes, comment les mobiliser ?

II - Où en sont les étudiants ?

La situation générale du pays pèse gravement sur l'attitude des gens: Lassitude, mécontentement, déception ; c'est ce qui revient au premier plan.

Ce qui domine chez bien des gens, c'est bien l'impression que plus rien n'est possible, que la crise, la rigueur, ce n'est pas bon mais qu'il faut en passer par là. Cela d'ailleurs, on le doit bien à la presse et aux médias qui en font leur bataille, mais on le doit bien aussi à la façon dont se déroule le débat politique dans le pays qui écarte les préoccupations des gens et favorise les petites phrases et des rencontres. Le débat sur le référendum en est un exemple.

Cette attitude de déception et de mécontentement, on l'a notée lors des résultats de l'élection européenne. Il y a tout lieu de craindre qu'elle ne s'accroisse.

En ce qui concerne les étudiants et les jeunes, c'est un peu la même chose ; même désespèrement devant la situation générale.

Les jeunes et les étudiants se sentent plus concernés qu'à la rentrée 83 par la politique économique du gouvernement. Non seulement leurs familles sont de plus en plus touchées, mais au-delà, eux-mêmes sont atteints par les hausses, la diminution du taux de caisse d'épargne, par les suppressions d'emplois. Ils sont touchés car de plus en plus ces mesures altèrent gravement leurs aspirations de jeunes, leur aspiration à avoir un travail.

Pour eux aussi, l'idée de pouvoir intervenir, être entendus apparaît bien lointaine.

Pourtant, ils sont jeunes et ce n'est pas parce que le gouvernement marque une étape dans sa politique qu'ils ont changé ; les étudiants sont les mêmes, leurs aspirations, leur volonté de faire de bonnes études, d'avoir un métier, de réussir, de connaître d'autres rapports humains sont les mêmes, elles se renforcent.

Plus encore la détermination à trouver des solutions à ces questions-là se renforce. Elle se renforce d'autant que les espoirs, les solutions qui pouvaient apparaître en 81 par exemple commencent à leur échapper de plus en plus. C'est d'ailleurs ce qui explique ce désespèrement.

Si j'insiste sur cela, c'est qu'il apparaît que si les difficultés politiques existent, ce n'est pas l'élément déterminant à la mobilisation des étudiants. En effet, chez les jeunes, ce qui est le plus fort, le plus marquant, ce sont leurs aspirations et leur volonté de trouver des solutions pour leur avenir.

On le disait au Congrès, les étudiants sont disponibles. D'ailleurs, on y reviendra, le nombre croissant d'étudiants que l'on rassemble dans nos associations ou lors de nos initiatives en est la preuve.

Nous vivons une situation nouvelle où plus que jamais, l'intervention, la mobilisation des étudiants sont nécessaires afin que, comme en mai 83, le rapport des forces pèse dans le bon sens. A ceux qui se demandent dans l'UNEF, dans les facs, si cette mobilisation est possible, je réponds OUI !

Cette réponse n'a rien à voir avec une attitude volontariste. Je voudrais ici m'expliquer :

1°) - Je réponds oui, tout d'abord parce que mobiliser les étudiants, nous l'avons déjà fait. Nous l'avons fait je pense avec une grande ampleur au printemps 83, nous n'y reviendrons pas une nouvelle fois, mais cela a été déterminant !

Nous l'avons fait l'année dernière à nouveau sur les oeuvres universitaires. Depuis 78, on n'avait vu autant de boycotts réussis, autant de délégations et de pétitions. Si cela semble encore peu, nous avons cependant obtenu par exemple partout la création de commissions de restau-U - et ce n'est pas rien ! Et surtout, j'y reviendrai plus loin, nous avons largement contribué à limiter la hausse du ticket. Il sera porté à 8,50 F. Mais n'oublions pas qu'au départ, la proposition du Ministère était de le porter à 11,50 F !

Mobiliser les étudiants, nous l'avons fait à notre manière, à leur manière, sur d'autres questions. Dans nos associations, en débattant, nous avons su créer un mouvement important. Jamais nous n'avons^{vu} autant d'étudiants demander des stages, des conférences ou des visites d'établissements. Jamais, comme au mois de mai, nous n'avons vu autant d'étudiants discuter et se battre pour leurs examens, contre les saccages. Paris XII et Besançon s'en souviennent.

Là-encore, excusez-moi du peu mais cela montre le début d'un formidable mouvement qui prend naissance et qui ne peut que se développer. Des étudiants qui se rassemblent, ils étaient encore 500 au forum lycéen à Lyon, 700 à la fête du campus de Grenoble, plusieurs milliers à rejoindre leurs associations au mois de juillet.

Nous reviendrons là-dessus un peu plus loin, mais on le voit, non seulement les étudiants savent se mobiliser à leur compte, mais cela prend des formes souvent différentes, pourvu qu'ils aient des perspectives, des objectifs clairs.

- 2°) - Des perspectives, c'est le deuxième point de mon explication. S'il est vrai que bien des solutions s'effacent au vu de la situation générale dans le pays, il n'a jamais été cependant aussi clair, aussi évident, qu'il est possible de gagner gros lorsqu'on s'en donne les moyens, lorsqu'on s'y met.

Cela, il faut le dire. C'est vrai au niveau de chaque Université, c'est vrai aussi au niveau national.

Je voudrais dire quelques mots sur quelques aspects de la rentrée "sociale" des étudiants. Tout d'abord je pense à l'augmentation des bourses. Le taux augmente cette année de 17 % et l'on va passer de 111 000 à 119 000 boursiers ; c'est une progression rarement vue.

Mais, surtout je pense à la hausse modérée du ticket de R.U. : 8,50 F., cela représente environ + 6 % soit le taux de l'inflation.

A lui seul, le ticket de R.U. constitue une bataille essentielle. 8,50 F, c'est bien mieux que 11,50 F, pas seulement pour les 3 F. de différence mais bien plus parce que cela veut dire que l'on a été écoutés et que le Ministère se décide peu à peu à d'autres orientations pour la politique d'aide sociale. Cela ouvre des perspectives importantes pour la réforme des oeuvres. Vraiment, sur les restau-U, on n'a jamais eu autant de possibilités de gagner. C'est d'autant plus appréciable que l'UNEF-ID se battait depuis deux ans contre le ticket de R.U. à 10 F !!! Ils ont le bec dans l'eau, ils n'auront plus ce cheval de bataille qui a bien permis un temps, on peut le dire, de masquer les perspectives de gagner.

Le Ministère annonce également la construction de cités HLM pour étudiants dans 7 villes universitaires dès cette année. Rien n'avait été fait depuis des années, là-encore, la situation se débloque, et des perspectives nouvelles apparaissent pour notre bataille sur le logement.

- 3°) - Enfin, le dernier point sur cette question concerne plus le syndicat lui-même. Faire intervenir les étudiants, c'est une question que nous posons chaque année ; notre réponse était bien souvent "il faut faire plus, faire mieux". Cette année pour la première fois, notre Congrès a permis grâce à notre expérience, notre réflexion de répondre d'une manière nouvelle. Le point de rencontre, de rassemblement des étudiants, c'est leurs aspirations, leur volonté commune. Rassemblés, ils ont la force nécessaire, les moyens, de décider ; de gagner.

Nous en avons fait l'expérience déjà l'an dernier ; je n'y reviendrai pas. A chaque fois qu'on leur propose de se rassembler, ça marche. Il nous faut cependant proposer plus quotidiennement sur plus de questions. Mais surtout, il nous faut plus particulièrement veiller à aller avec eux jusqu'au bout de leur démarche.

Se rassembler pour débattre, proposer, c'est bien, mais il faut gagner. Or trop souvent nous nous sommes arrêtés avant, trop tôt. Ce qu'il faut aujourd'hui, en cette rentrée, c'est que des milliers d'étudiants fassent ensemble l'expérience que se rassembler, c'est efficace et qu'on gagne !

Le Bureau National propose d'ailleurs que dans chaque association, la rentrée soit l'occasion de faire cette expérience. Partout, fixons-nous l'objectif de gagner sur au moins une question dans la période de rentrée. Réfléchissons-y dès maintenant pour nous en donner les moyens.

Mesurons bien, tous, que cette année, nous avons, je pense, plus qu'à la rentrée dernière des possibilités, des occasions de gagner des choses nouvelles.

Le fait même d'avoir une loi des enseignements supérieurs, d'avoir du neuf sur les oeuvres universitaires, ouvre des perspectives que nous n'avions pas l'an dernier.

Alors, dans ces conditions, quelle bataille allons-nous mener en cette rentrée au 1er trimestre ?

III - La bataille de l'UNEF

Notre 69^e Congrès a travaillé à un projet ambitieux pour l'Université et les étudiants. Durant 4 jours, le Congrès a proposé, pris des décisions dans plusieurs domaines pour une Université nouvelle.

Une Université où réussir, c'est normal, où obtenir une qualification et un métier, c'est normal. Une Université où il fait bon vivre et étudier.

Nous ne partons pas de rien. Dès la fin du Congrès, nous avons commencé à intervenir, à faire débattre nos propositions. Sur l'accueil, nous avons gagné des points importants. 1984/85 doit être l'année où nous construirons du solide dans plus de domaines.

Cela passe par une bataille ambitieuse dans trois directions essentielles :

- . Rénover l'aide sociale,
- . Changer la formation,
- . Redonner aux étudiants toute leur place à l'Université.

1°) RENOVER L'AIDE SOCIALE

Il s'agit-là d'un enjeu de taille ! rénover l'aide sociale, c'est créer les conditions d'en finir avec les délaissés de l'enseignement supérieur, c'est donner à l'Université la chance de s'ouvrir réellement. Dans ce domaine, il y a fort à faire et cela passe par deux points essentiels :

- Développer l'effort de justice sociale. En effet si l'augmentation des bourses ^{est} importante, si les hausses nombreuses ont été plus modérées, il n'en reste pas moins que la rentrée constitue encore une période difficile pour des milliers d'étudiants.

On propose donc d'engager la bataille pour obtenir le versement du premier terme des bourses dès le mois d'octobre. Et pour constituer dans chaque fac les commissions chargées d'exonérer 10 % des étudiants en plus des boursiers. Dans le même temps, nous le lâcherons rien sur la carte à tarif réduit au R.U. d'autant que nous avons de plus grandes possibilités.

- Ensuite, le deuxième point concerne la réforme des oeuvres universitaires. Le dossier, visiblement, avance au Ministère. L'UNEF et les élus "Solidarité Etudiante" au C.N.O. ont des propositions de nature à faire avancer les choses qui vont dans le sens d'une rénovation profonde des oeuvres.

Un rapport vous sera distribué au C.N. Nos propositions de tarif réduit sont plus précises, avec la proposition de créer des conseils de restau-U, d'élargir les compétences des conseils de résidence, nous voulons une véritable démocratisation des oeuvres, d'autres méthodes de gestion.

Je ne m'étendrai pas ici sur toutes nos propositions, mais plus sur la bataille pour les faire avancer.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'an dernier on a commencé à faire bouger les choses. Cependant, nous rencontrons des obstacles importants. Tout d'abord c'est que nous coupons complètement notre bataille sur les oeuvres de l'ensemble de notre intervention, de notre orientation. Ensuite et ce n'est pas rien, les étudiants ont plus qu'ailleurs le sentiment de ne pas pouvoir peser sur la politique des oeuvres universitaires.

Il nous faut donc une bataille qui soit bien plus résolue vis-à-vis des plus défavorisés (boursiers, résidents) mais dans le même temps une bataille large qui permette à tout le monde de s'y retrouver.

Quel meilleur moyen avons-nous pour le faire que de mener dès la rentrée la bataille des oeuvres au coeur des amphis et des facs, que d'en faire la bataille des associations avant tout.

Pour cela, le Bureau National propose de sortir dans le CAMPUS de rentrée une enquête des élus "Solidarité Etudiante" sur les conditions sociales des étudiants, sur leurs besoins, sur les restau -U, le logement.

Une enquête donc qui nous permettra de définir beaucoup mieux les besoins mais qui, dans le même temps, fera débattre l'ensemble de nos propositions. Nous proposons d'en tirer 100 000 exemplaires et de l'utiliser très largement dès les semaines d'accueil, c'est à notre sens le meilleur moyen de faire débattre nos propositions, de donner la parole aux étudiants, bref d'avoir du poids. Nous discuterons dans le CN. des questions et de la forme de l'enquête ; nous voulons vraiment en faire remplir des milliers.

A chaque association de l'utiliser au mieux, de veiller à créer un véritable climat autour. Une partie essentielle sera consacrée au restau-U ; une page sera consacrée à une présentation de la situation des oeuvres ; cette enquête sera un outil de qualité pour nous adresser aux années supérieures.

On propose également de s'en servir au moment des rentrées des cités-U que l'on propose de tenir avec la FRUF sous forme de porte à porte et de fêtes de la cité-U.

Au-delà, nous pouvons, grâce à ce matériel, syndiquer beaucoup d'étudiants pour diffuser l'enquête, la dépouiller, organiser l'action. Par exemple, on peut créer dans les associations des commissions bourses ou des commissions pour aménager les horaires des restau-U en fonction des cours. Cela nous ne l'avons jamais fait. Les résultats de l'enquête pourraient être annoncés lors du 27 Octobre et adressés à l'ensemble des CROUS, des Universités, de la presse avec notre brochure complète.

Bref, avec l'enquête nous voulons faire des oeuvres l'affaire de tous les étudiants. D'ailleurs, nous proposons aussi que l'affiche de rentrée de l'UNEF soit consacrée aux oeuvres pour mettre le climat et placer très haut la barre de nos objectifs.

Les oeuvres seront donc un axe prioritaire pendant l'année, c'est ainsi que nous pourrons aborder au printemps, les élections aux CROUS dans de meilleures conditions.

2°) CHANGER LA FORMATION

C'est bien là une question qui rassemble une grande majorité des étudiants. On le sait tout reste à faire y compris là où il y aura des premiers cycles renouvelés. Mais quand on parle de formation, de quoi s'agit-il ?

Bien entendu, la formation professionnelle prend une place importante mais la formation générale, l'accueil, les examens, les nouveaux langages, l'apprentissage de la recherche font pleinement partie de notre formation.

Nous avons commencé l'an dernier à lancer un formidable mouvement sur ces questions. Il nous faut cette année les concrétiser. Je vois pour cela deux moments essentiels :

* Les semaines d'accueil : Bien des facs en organisent. Nous sommes à l'initiative dans bien d'autres encore. On y reviendra lors du 2è rapport. Mais il nous faut tout de suite réfléchir au contenu de ces semaines d'accueil. Quel débat ? Avec quel organisme ? Avec quels professionnels pour répondre à quelles questions ?

Cela peut prendre la formes de débats mais aussi de forums, d'expos ...

En parler tout de suite avec les copains, c'est la garantie de pouvoir en associer beaucoup ; à Lyon plus de 30 copains s'y sont investis en juin.

- * Les initiatives communes UNEF/C.G.T. : nous aurons une discussion spécifique pendant le C.N. ces initiatives prendront tout au long de l'année une importance de premier plan. Tout simplement parce que c'est l'outil qui peut nous permettre concrètement d'organiser des stages, des conférences, des visites. C'est également l'outil qui nous permettra de ne pas cantonner l'expression de l'UNEF à l'Université mais aussi de lancer un grand débat sur la place et le rôle des étudiants dans le pays.

On propose que les contacts locaux entre les U.D. et les AGE commencent dès la semaine prochaine.

Ces deux moments seront donc essentiels dans notre bataille sur la formation. Cependant nous allons très vite être confrontés à la rentrée à deux questions de taille.

- . Les problèmes d'inscription : l'arrêté pris au moins de juin permet aux Universités de fixer leur capacité d'accueil et de renvoyer ailleurs (au gré des recteurs) les étudiants arrivant en surnombre. Cela va créer une situation jamais vue en province. D'énormes problèmes vont surgir si les Universités décident de s'en tenir là. D'autant que le Ministère n'a pas la volonté d'intervenir fermement.

On propose que le B.N. envoie à tous les présidents d'Université une lettre sur ce problème et que toutes les directions d'AGE rencontrent au plus vite les rectorats qui sont compétents pour intervenir. Il faudra comme on l'a fait à Tolbiac, organiser l'action avec les étudiants rejetés. A Tolbiac on a inscrit 70 étudiants en plus.

- . Le budget 85 : C'est le 2^e problème ; pour l'instant nous n'avons pas d'élément précis mais cela nécessitera une bataille spécifique à partir des facs et des moyens nécessaires pour changer la formation.

3°) - REDONNER AUX ETUDIANTS TOUTE LEUR PLACE A L'UNIVERSITE

Pour mobiliser les étudiants, pour leur permettre réellement de participer, il leur faut les moyens de décider à l'Université.

Cela passe par plusieurs choses :

- * Beaucoup dépend de notre intervention. En effet, nous devons d'abord avoir avec les étudiants - à chaque moment - un débat en tant que tel sur leur pouvoir de décision dans la fac. cela vaut le coup car peu encore en sont réellement convaincus. Des questions se posent sur les profs, l'administration, la possibilité en tant qu'étudiant d'être entendus.

- * Bien plus encore, c'est le 2^e point, nous devons systématiquement avoir la démarche de faire décider les étudiants que l'on rassemble. Ne pas apporter les solutions toutes faites, faire discuter pour que tout le monde participe à l'élaboration des propositions ; c'est cela qu'il faut développer. En même temps, il faut aller jusqu'au bout, décider vraiment, gagner. les étudiants de Paris XIII en Sciences Eco. peuvent l'expliquer, cette démarche, elle paie, il faut aller plus loin.
- * Enfin, il faut se doter de moyens nouveaux pour décider. Nous avons des élus ; des nouveaux conseils vont être mis en place. Il nous faudra y prendre toute notre place, investir par exemple les conseils des études.

Cependant, suivant leur vitesse à adapter leurs statuts à la loi, toutes les Universités n'organiseront pas d'élections en même temps, peut être même pas toutes cette année.

C'est pourquoi, le B.N. propose d'organiser partout d'une manière officielle des élections de délégués de T.D.

Il ne s'agit pas là d'un monstre du Lockness que l'on ressort de temps en temps ; cette année si l'on veut remplacer les élus qui ne siègent plus, si l'on veut officiellement que les étudiants gagnent sur plus de questions, si l'on veut décider, les délégués de D.T. sont indispensables. Tout simplement ce sont eux qui proposent les débats, qui font le lien avec les profs, les conseils. Ils animent la discussion. On proposerait que la décision soit prise par l'ensemble des participants à la rencontre du 27 Octobre.

Nous voulons une vraie bataille sur cette question, y compris il faut qu'il y ait plusieurs candidats, il faut susciter des candidatures partout, même là où on n'a pas d'adhérents mais tout faire pour créer un vrai climat autour de l'élection du délégué de T.D. Nous devons avoir, je pense, pour cela une intervention envers les Universités afin d'officialiser ces élections.

Voilà, chers camarades, les trois axes de bataille que l'on propose de prendre pour cette rentrée 84/85.

Une rentrée qui peut être bien différente des précédentes, une rentrée où il nous faudra faire tout de suite la démonstration que cette année nous voulons, avec les étudiants, monter les pierres de l'Université nouvelle que nous voulons.

Cela va nous demander dès lundi une bataille de haut niveau. Je propose que l'on prenne maintenant tout le temps nécessaire pour discuter de l'ensemble de ces questions.

-oOo-